



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Informations générales

Email de contact : None

Date de signature du CRTE : 11 mars 2022

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Communauté de Communes du Montbardois

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- nom : CC du Montbardois, SIREN : 242101491, nature : CC
- nom : Côte-d'Or, SIREN : 21, nature : département
- Prefet département et région

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- PLUI
- PLH
- SCOT
- sdaasap
- sredell
- sraddet

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Dispositif national de revitalisation des centres-bourgs
- Convention globale CAF
- Contrat local de Santé
- Programme alimentaire de territoire
- contrat de canal
- conventions de partenariat avec l'OT / chambres consulaires
- contrats et conventions passés entre EPCI et établissements de l'Etat



- Contrat de transition écologique
- LEADER

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- Petits villes de demain
- France services

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Relance et développement économique
- Conforter l'attractivité économique
- Favoriser le développement de nouvelles entreprises et l'emploi
- Développer et promouvoir le territoire
- requalification des friches
- développer des projets structurants
- développer le tourisme
- implantation d'un pylone de radiodiffusion
- transition écologique/rénovation énergétique et préservation des ressources naturelles
- Poursuite du programme CTE
- réhabilitatoin de batiments publics
- accessibilité
- préservation de la ressource en eau
- déchetteries
- soutien à l'économie locale
- cohésion sociale et territoriale
- promouvoir l'accès au numérique et aux services publics
- contribuer à la qualité de vie des habitants
- gendarmerie

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : -

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Tiers Lieux
- Circuits courts agricoles
- Pratique agricole durable, agro-écologie

- Opération de requalification (friches...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Commerce, artisanat de proximité
- Efficacité énergétique
- Production d'énergies renouvelables
- Extension urbaine maîtrisée
- Tourisme durable
- Usages et inclusion numériques
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Sûreté et sécurité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : -

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 20

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

- ademe
- caisse des dépôts
- banque des territoires
- préfet du département

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

- Comité stratégique du plan de relance
- comité local de cohésion des territoires

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : -

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale : None

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : -

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : -

Mobilisation de l'ingénierie locale : -

Mobilisation d'une ingénierie externe :

- CEREMA
- ADEME

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : -€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : -
€